Des militants qui (se) comptent

Mesurer le parti et les pratiques militantes au sein du PCF (années 1920-années 1980)

Communist activists who count (themselves). Measuring the party and militant practices in the French Communist Party (PCF) from the 1920s to the 1980s

Paul Boulland

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/6782>

DOI : 10.4000/histoiremesure.6782

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 31-60

ISBN : 978-2-7132-2752-3

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Paul Boulland, « Des militants qui (se) comptent », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXIII-1 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 03 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/6782> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.6782>

Des militants qui (se) comptent **Mesurer le parti et les pratiques militantes au sein du PCF** **(années 1920-années 1980)**

Paul BOULLAND *

Résumé. Cette contribution se propose d'étudier les usages militants du chiffre au sein du Parti communiste français en se focalisant sur les sources et les pratiques internes qui s'efforçaient d'objectiver la structuration de l'organisation et de mesurer l'activité de ses membres. L'évolution des outils et des méthodes mobilisés, qui suit les principales étapes de l'histoire du PCF, fait notamment ressortir l'observation attentive à la composition sociale du corps militant, autour du primat accordé aux militants d'origine ouvrière et populaire, ainsi que la contribution de ces « pratiques du chiffre » au fonctionnement hiérarchique et à la discipline partisane.

Mots-clés. partis politiques, Parti communiste français, militants, propagande, communication politique, usages politiques des chiffres, France, xx^e siècle

Abstract. Communist activists who count (themselves). Measuring the party and militant practices in the French Communist Party (PCF) from the 1920s to the 1980s. This article examines the militant uses of figures by the French Communist Party (PCF), focusing on the sources and internal practices that were designed to objectify its structure and measure the activity of its members. The tools and methods applied, whose evolution follows the main stages of the PCF's history, reveal the party's close attention to the social composition of the militant body, around the precedence given to activists of working-class origin, and the contribution of these "statistical practices" to hierarchical control and partisan discipline.

Keywords. political parties, French Communist Party, activists, propaganda, political communication, data in politics, France, nineteenth century

* CNRS, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains.
E-mail : paul.boulland@orange.fr

Depuis deux voire trois décennies, l'histoire du Parti communiste français (PCF) a été largement assimilée à celle de son déclin, souligné à l'occasion des scrutins électoraux, à travers la baisse des suffrages recueillis et consécutivement celle du nombre d'élus et de positions institutionnelles (municipalités, conseils départementaux, etc.)¹, ou encore visible dans le repli des effectifs adhérents². Cette chronique d'une mort sans cesse annoncée³ a encore connu un nouvel épisode dans le cadre de la préparation du XXXVIII^e congrès, tenu du 23 au 25 novembre 2018 à Ivry-sur-Seine. En octobre 2018, de manière inédite, le texte présenté par la direction sortante fut en effet mis en minorité par le vote des adhérents⁴, avec pour conséquence le retrait du secrétaire national Pierre Laurent au profit de Fabien Roussel, élu pour sa part de manière confortable par 77 % des délégués lors du congrès. Pour les observateurs, le recul de l'influence communiste, mesuré à partir des indicateurs traditionnels du « poids » d'une formation politique – suffrages et nombre d'élus, effectifs – était dès lors conforté par un autre type de données – les votes des adhérents sur les orientations –, qui révélerait les transformations des pratiques internes ou de la « culture » organisationnelle communiste.

À l'image de ces scrutins internes, les « chiffres » qui nous permettent généralement de décrire et d'analyser la structuration, la composition ou le fonctionnement des partis politiques sont pour la plus grande part des données élaborées au sein des organisations, par elles-mêmes et souvent pour elles-mêmes ou publicisées selon des modalités qu'elles s'efforcent de choisir. À l'exception des résultats électoraux, tous les indicateurs dont nous disposons découlent donc de pratiques internes, des manières dont les organisations ont récolté et comptabilisé diverses informations, analysé ces données et produit des statistiques pour tenter d'objectiver ou de mettre en valeur leurs caractéristiques, leurs transformations, leurs forces et leurs faiblesses.

Dans le cas du Parti communiste, notamment à la suite des travaux pionniers d'Annie Kriegel⁵, nombre d'études se sont appuyées sur l'exploitation de données quantitatives pour étudier la taille du parti, sa composition ou encore son « implantation⁶ », grâce aux éléments fournis par le parti lui-même, en

1. Sur la « crise » de l'institution communiste depuis les années 1970, voir B. PUDAL, 2009 ; J. MISCHI, 2014.

2. À l'issue de son congrès de novembre 2018, le PCF revendique un peu plus de 49 000 adhérents à jour de leurs cotisations. Au cours de la préparation du congrès, seuls 30 172 prirent part aux votes. Sur l'évolution des effectifs du PCF depuis 1920, voir les données présentées sous forme de graphique (Figure 1).

3. B. PUDAL, 2002.

4. Lors du scrutin organisé auprès des adhérents en octobre 2018, le texte porté par le député André Chassaigne est arrivé en tête des suffrages avec 42,15 % des 30 172 votes exprimés, contre 37,99 % au texte présenté par la direction sortante.

5. A. KRIEDEL & G. BOURGEOIS, 1985.

6. J. GIRAULT, 1977.

particulier dans ses publications⁷. S'ajoutèrent progressivement les sources internes recueillies auprès d'anciens militants ou dirigeants, à l'image des archives d'Auguste Lecœur, exploitées par Philippe Robrieux⁸ puis par Philippe Buton⁹. Toutefois, en dehors de ces sources ponctuelles, durant une longue séquence historiographique s'étendant jusqu'aux années 1990, l'absence ou les lacunes des archives internes empêchèrent de connaître et d'évaluer sur la durée les conditions d'élaboration des résultats affichés par le PCF. Ces difficultés d'accès aux sources ont notamment contribué à mettre en doute les chiffres officiels du nombre d'adhérents, en partant à juste titre du principe que les données publiques étaient le plus souvent surévaluées¹⁰. L'ouverture des archives, en France et à Moscou, a permis d'avancer dans l'établissement de données plus fiables, à partir de sources internes inédites¹¹. Apport qui suppose toutefois de ne pas céder au fétichisme de l'archive et de garder à l'esprit que l'évaluation et l'interprétation des données restent largement tributaires des hypothèses et des méthodes de l'historien, tandis que « le vrai chiffre n'existe pas », comme l'a très justement souligné Roger Martelli¹².

Fondée sur ces différents constats et sur un programme de recherche résolument ancré dans la socio-histoire du communisme, la présente contribution souhaite revenir sur la manière dont le PCF et ses militants ont produit et fait usage de multiples données afin d'évaluer la surface de l'organisation, d'observer sa composition sociale, ou encore de mesurer l'activité de ses membres. Nous laisserons donc de côté les usages militants des données tournés vers l'expertise – ou contre-expertise – mise en œuvre dans le cadre d'analyses théoriques, dans l'élaboration stratégique et programmatique ou même simplement dans les mobilisations politiques ou les campagnes électorales, dans le domaine économique par exemple¹³.

Les données qui visent à décrire le parti lui-même et qui renvoient spécifiquement aux enjeux organisationnels, à la structuration interne et externe du PCF, constituent une myriade d'indicateurs, au sein de laquelle on peut schématiquement dégager trois ensembles. Le premier regroupe les chiffres qui concourent à mesurer la surface du parti ou son influence. Au-delà des adhérents, les « couronnes extérieures¹⁴ » des électeurs et des sympathisants

7. Outre le quotidien *l'Humanité*, les revues comme les *Cahiers du communisme* ou *La vie du Parti*, ainsi que les brochures éditées à l'occasion des congrès ou des conférences régionales et fédérales sont bien entendu des sources primordiales.

8. P. ROBRIEUX, 1981.

9. P. BUTON, 1986.

10. Sur les effectifs du PCF, voir A. KRIEGL & G. BOURGEOIS, 1985 ; P. BUTON, 1985 ; *id.*, 1988 ; D. ANDOLFATTO, 2005 ; R. MARTELLI, 2010.

11. S. BOULOUQUE, 2004 ; R. MARTELLI, 2010 ; R. DUCOULOMBIER, 2013.

12. R. MARTELLI, 2010, p. 11.

13. I. BRUNO, E. DIDIER & J. PRÉVIEUX, 2014.

14. A. KRIEGL & G. BOURGEOIS, 1985.

et « l'implantation¹⁵ » se mesurent alors en suffrages mais aussi dans la fréquentation des réunions publiques ou de la Fête de l'Humanité, dans la diffusion de la presse, dans les succès des souscriptions, etc. S'ajoutent les positions institutionnelles, le nombre d'élus – locaux ou parlementaires – et de collectivités dirigées par des représentants du PCF (mairies, conseils généraux, etc.). Le deuxième ensemble observe la structuration interne du parti, à travers le nombre et le type de cellules – locales ou d'entreprise – et surtout sa composition sociale, pour assurer la prévalence des ouvriers au sein de l'appareil¹⁶. Enfin, le dernier ensemble, vaste et mouvant, regroupe tous les éléments qui contribuent à mesurer l'activité des militants : nombre de réunions, de tracts édités ou diffusés, de formations et d'élèves, de vignettes vendues, d'adhésions enregistrées, de signatures récoltées, etc. Certains de ces indicateurs pouvaient avoir des significations multiples, si l'on pense par exemple aux chiffres de la presse, qui offraient à la fois des indices sur le « rayonnement » du parti, à travers le nombre de lecteurs, et sur la mobilisation des militants pour assurer la diffusion.

Au sein de cet ensemble hétérogène, les données qui permettent de constituer des séries longues se limitent pour l'essentiel aux effectifs, aux suffrages et à la diffusion de la presse. Et encore, en dehors des résultats électoraux, constitués hors du parti¹⁷, il n'existe pas de source unique pour les autres chiffres, du fait des lacunes des fonds ou de leur relative dispersion, notamment entre Paris et Moscou¹⁸. En fonction de leur diversité, les données chiffrées évoquées ci-dessus essaient dans de multiples sources et, surtout, n'y sont pas toujours définies de manière stable ou durable. Notre analyse privilégiera leur identification dans les archives internes du Parti communiste, puisées à différents échelons de l'organisation (central, fédéral, local et individuel). À travers ces documents, il s'agira plus spécifiquement d'examiner comment les diverses formes d'observation du corps militant et les modalités de mesure de son activité se sont agencées et ainsi d'évaluer ce que les pratiques du chiffre peuvent nous dire des pratiques politiques et militantes communistes.

Au gré de l'histoire du PCF, le premier fil rouge que nous suivrons est celui de la défense vigilante de l'identité du « parti de la classe ouvrière » et de son modèle socio-politique et organisationnel. L'un des principaux objectifs de l'observation statistique – et de sa publicité – était en effet de légitimer la revendication du monopole de la représentation des classes populaires. De même l'un des enjeux de la « mesure » du parti tenait à la définition de la nature du PCF et à ses prétentions, selon les périodes, à constituer un parti « de masse », fortement et massivement ancré dans la société, ou à être un

15. J. GIRAULT, 1977.

16. Voir B. PUDAL, 1989 ; J. MISCHI, 2010 ; P. BOULLAND, 2016a.

17. Voir par ex. les tableaux et les nombreuses cartes dans S. COURTOIS & M. LAZAR, 1995.

18. Sur l'histoire des archives du PCF, voir F. GENEVÉE, 2012.

«parti de cadres». Ainsi, la définition de l'adhérent, de ses droits et de ses devoirs, et donc celle des frontières du parti, a fluctué, selon que les objectifs politiques privilégiaient la constitution d'une organisation la plus large possible ou resserrée sur un appareil fidèle et discipliné. De même, les phases «d'ouvriérisation» ou au contraire de large ouverture à l'ensemble des catégories de la société française eurent une influence sur les instruments et les mesures de la structuration interne du parti et des effectifs.

Notre second fil rouge sera l'identification d'un usage du chiffre directement lié au fonctionnement hiérarchique et vertical du parti. Le phénomène caractérise en premier lieu la relation entre la direction du PCF et la tutelle de l'Internationale communiste, notamment durant l'entre-deux-guerres et nous reviendrons brièvement sur l'importation de pratiques bureaucratiques inspirées du modèle soviétique. Surtout, en considérant l'entreprise partisane communiste comme un ensemble de relations sociales¹⁹, il s'agira d'envisager la récolte et la mise en œuvre des résultats statistiques comme des processus qui imprégnaient les pratiques quotidiennes et participaient des rapports sociaux et politiques qui s'établissaient entre les différents acteurs, dirigeants, cadres intermédiaires et militants «de base», contribuant donc très directement à la gestion et à la discipline partisans.

1. Une matrice d'analyse précoce et durable

À l'issue du congrès de Tours, la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) hérita fort logiquement de la culture et des pratiques organisationnelles élaborées auparavant au sein du socialisme français²⁰. Dans le fonctionnement de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), avant comme après 1920, la question des effectifs occupait une place relativement importante puisqu'elle soulevait non seulement l'enjeu de la surface du parti mais aussi celui des rapports de forces internes, lors des congrès et pour l'élection des organismes dirigeants. Les comptes rendus des premiers congrès communistes font encore apparaître le décompte des votes en faveur des différentes motions ou pour la désignation des membres du comité directeur. Néanmoins, l'interventionnisme soviétique et l'imposition du centralisme démocratique eurent vite raison de cette mesure des équilibres politiques internes. Après le processus de «bolchévisation» à l'œuvre entre 1924 et 1929, il ne fut plus guère question de mesurer les rapports de forces entre courants ou entre tendances, et ce jusqu'aux années 1990. D'un point de vue formel, la comptabilité des effectifs continua de déterminer le nombre de délégués pour les conférences locales et pour les congrès, mais sans réel enjeu sur le vote des rapports et des résolutions ni sur la désignation des directions.

19. M. OFFERLÉ, 2018.

20. Voir l'article de Frédéric Cépède dans ce numéro.

Toujours dans le prolongement des pratiques socialistes, les premiers congrès de la SFIC examinaient les effectifs et leurs évolutions, les suffrages et le nombre d'élus. Il s'agissait d'abord de scruter le capital politique et militant acquis ou conservé par la SFIC après Tours puis de se mesurer, à tous les sens du terme, à la rivale SFIO. Au début des années 1920, on retrouve aussi certaines données mobilisées traditionnellement au sein du courant socialiste comme le nombre de journaux, de réunions publiques, d'interventions des parlementaires²¹, etc. Ces éléments dénotent aussi une activité des « premiers communistes » qui restait encore largement orientée vers la propagande et l'éducation, dans la continuité des pratiques et du personnel politique hérités de la SFIO²².

2. Resituer les pratiques bureaucratiques communistes

S'inscrivant dans une perspective chronologique et comparatiste plus large, Annie Kriegel insistait sur le fait que le socialisme français d'avant 1914 n'avait pas développé sa propre sociologie politique, au contraire de la social-démocratie allemande, et elle étendait ce constat au Parti communiste français²³. Selon elle, le PCF aurait surtout privilégié les pratiques d'encadrement biographique²⁴, « sans songer pendant longtemps à en faire une base statistique d'auto-analyse et d'auto-exploration²⁵ ». Il est indéniable que durant l'entre-deux-guerres, la gestion du personnel politique passait avant tout par une observation qualitative et individualisée, à travers les « autobiographies communistes d'institution » dont l'examen mobilisait toutefois une forme de sociologie empirique ou spontanée²⁶. Surtout, il convient d'apporter quelques nuances, car si la tutelle de l'Internationale communiste mit en circulation le modèle de la politique d'encadrement, ses attentes encouragèrent aussi une attention extrême à des résultats mesurables et donc chiffrés. Les sources internes font ainsi apparaître dès les années 1920 une observation certes irrégulière mais souvent précise des fluctuations et de la géographie des effectifs, du rapport entre adhérents et électeurs, de multiples variables sociales et de leur articulation avec d'autres données politiques, démographiques ou socio-économiques. Le phénomène ne peut toutefois être réduit au simple transfert de pratiques bureaucratiques depuis le monde soviétique

21. Voir par exemple la brochure suivante : Parti communiste SFIC, *Rapport du groupe communiste au Parlement, 20^e congrès national Paris (15-18 octobre 1922). 2^e congrès du parti communiste*, Paris, Maison des syndicats, 1922, 5 p. On trouve dans ce rapport la comptabilité des présences et des interventions en séances des députés, ainsi qu'un tableau synthétique des dates et des sujets d'intervention.

22. D. TARTAKOWSKY, 1980, p. 22-46.

23. A. KRIEGLER & G. BOURGEOIS, 1985, p. 66.

24. Sur ces pratiques, voir C. PENNETIER & B. PUDAL, 2002 ; *id.*, 2014 ; P. BOULLAND, 2016a.

25. A. KRIEGLER & G. BOURGEOIS, 1985, p. 66.

26. C. PENNETIER & B. PUDAL, 1996.

vers les partis communistes. En premier lieu parce qu'en URSS même, ces pratiques se nourrissaient elles-mêmes de la circulation de savoirs et de savoir-faire occidentaux, notamment du taylorisme²⁷. De plus, en élargissant la focale chronologique, il importe de resituer les pratiques communistes dans l'histoire longue des appropriations ou des accommodements, au sein du mouvement ouvrier, avec des pratiques gestionnaires qui apparaissent tout à la fois comme l'imposition d'une logique hétéronome – celle de l'État, de l'Église, ou de l'entreprise et du capital – et l'adaptation aux exigences impérieuses d'une activité organisée et efficace. Tension visible dès le XIX^e siècle et partout en Europe, aux premières heures de l'Association internationale des travailleurs²⁸, autant qu'au début du XX^e siècle en France, avec l'émergence des permanents syndicaux « prisonniers de la technicité », qui « voient en colonnes de chiffres²⁹ ».

3. Ouvriérisme et essor de l'observation

Dans le contexte de la « bolchévisation », l'objectif de l'ouvriérisme du parti passait par une observation détaillée de la sociologie des effectifs partisans. En 1925, Gabriel Sauvage³⁰ adressa au Comité exécutif de l'Internationale communiste un rapport sur la réorganisation du parti qui proposait des statistiques sociologiques combinant l'observation du parti et du contexte propre à chaque région (population, effectifs ouvriers et leur répartition par secteurs industriels, etc.)³¹. Ainsi, ce rapport mettait en œuvre un raisonnement qui définissait les points forts, les lacunes et les axes de progression de l'implantation communiste, en confrontant la composition du corps adhérent à une analyse socio-démographique des territoires. Dans la seconde moitié des années 1920, les rapports sur les effectifs se multiplièrent et avec eux cette manière d'observer le parti se structura et s'affina, combinant attention aux effectifs et à leurs fluctuations, à la composition sociale et à la structure du corps adhérent, avec l'objectif d'assurer le primat de la présence des catégories ouvrières et populaires.

En décembre 1929, un rapport de la section d'organisation affichait la volonté « d'analyser très sérieusement le mouvement [des] effectifs³² ». Mais, constatait-il d'emblée, « [les] méthodes de recensement sont très mauvaises³³ ».

27. M. R. BEISSINGER, 1988 ; Y. COHEN, 2013 ; I. BRUNO, 2013.

28. N. DELALANDE, 2019.

29. R. TREMPÉ, 1977.

30. Gabriel Sauvage (1879-1946), employé, syndicaliste CGTU, fut élu membre du Comité central en janvier 1925. Sa compagne, Suzanne Girault, était alors secrétaire du parti.

31. RGASPI 517/1/265/45 et suivantes.

32. « Les effectifs du Parti », RGASPI 517/1/955/2.

33. *Ibid.*

En cause, les pratiques héritées de la SFIO, renvoyées à un passé et à un modèle honnis :

« Sans doute, il y a encore des régions qui évaluent leurs adhérents d'après le nombre des timbres envoyés aux trésoriers de cellule. C'est là un vestige des méthodes social-démocrates. Nous devons faire encore un effort pour que nos rayons aient une connaissance exacte des effectifs réels de leur cellule³⁴ ».

La direction proposait donc de revenir aux chiffres « réels », fondés notamment sur les cartes « placées » et sur le paiement effectif des cotisations, par opposition aux chiffres des « cartes prises », c'est-à-dire expédiées par la trésorerie centrale vers les échelons inférieurs. Les auteurs pointaient ici une ambiguïté de la comptabilité des effectifs qui en réalité ne cessa jamais d'interroger, jusqu'aux années 1990³⁵. Et contrairement aux affirmations du rapport, le même débat sur les critères de dénombrement des adhérents se déploya dans la SFIO, notamment pour réguler les équilibres entre fédérations ou courants³⁶. Au sein du PCF et dans le contexte de la stalinisation, cet ajustement des méthodes avait moins pour objet d'assurer l'exactitude des chiffres que de contribuer à la gestion interne du parti. Ainsi, le rapport soulignait sans ambages les effets néfastes de la tactique « classe contre classe », à partir de 1927, avec une baisse des effectifs particulièrement visible dans les centres urbains et parmi les ouvriers. Or, selon une rhétorique typique du stalinisme, il dénonçait diverses insuffisances et préconisait une reprise en main, afin de mieux réaffirmer l'orientation des efforts en direction du monde ouvrier et d'accompagner – voire de justifier – un repli sur le noyau des membres les plus fidèles et les plus disciplinés.

4. Compter pour rendre des comptes

Au cours de l'année 1931, dans une perspective similaire, la section d'organisation diffusa différents formulaires ou grilles d'évaluation destinés à mesurer l'activité des organismes du parti. En novembre 1931, elle proposa par exemple un « guide pour l'examen du travail d'une cellule d'entreprise³⁷ », qui devait recueillir les thèmes et les orientations politiques développés mais aussi de multiples éléments quantitatifs : effectifs de l'entreprise et de la cellule, du syndicat, nombre de journaux de cellule édités, fréquence des réunions, nombre de participants aux activités, etc. La même année, un questionnaire de dix pages, destiné aux directions régionales, définissait la trame d'un tableau social, économique et politique des territoires dans lesquels se déployait leur

34. « Les effectifs du Parti », RGASPI 517/1/955/2.

35. R. MARTELLI, 2010.

36. Voir l'article de Frédéric Cépède dans ce numéro.

37. « Guide pour l'examen du travail d'une cellule d'entreprise », s. d. [1931], RGASPI 517/1/1110/90-91.

Figure 1. Évolution des effectifs du Parti communiste français entre 1921 et 2019

Source. Pour la période 1921-2009, nous reproduisons les données reconstituées par Roger Martelli, qui combinent plusieurs sources et se fondent plus particulièrement sur la comptabilisation des « cartes placées » (R. MARTELLI, 2010) ; pour 2018, nous reprenons le chiffre annoncé dans le cadre XXXVIII^e congrès (49218 cartes), cité notamment par *le Monde*, le 9 octobre 2018.

Note. Trois valeurs sont disponibles pour les années 1936 (87 000, 208 000 et 237 000 cartes placées) et 1944 (60 000, 205 323 et 240 000 cartes placées), au cours desquelles la progression des effectifs est scrutée avec une attention soutenue, dans les contextes du Front populaire puis de la Libération.

activité, sollicitant à nouveau de multiples informations chiffrées³⁸. Enfin, en novembre 1931, un rapport de la section d'organisation soulignait l'attention accordée aux fluctuations des effectifs, en présentant en annexe, à titre d'exemple, les résultats d'une « enquête du sous-rayon de Vitry » qui détaillait avec une grande précision l'âge, les catégories socio-professionnelles et les périodes d'adhésion des militants qui n'avaient pas repris leur carte au cours des années précédentes³⁹.

Dès les années 1920 et surtout à partir des années 1930, formulaires, questionnaires ou schémas de rapports se multiplient et s'ancrent durablement dans les pratiques partisans, comme d'ailleurs au sein de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU)⁴⁰. Or, par-delà l'effort de récolte de données et de production des statistiques partisans, il convient aussi d'observer « les projets et les idéologies gestionnaires véhiculés par les documents⁴¹ ». En circulant entre les échelons de l'organisation, ces derniers contribuaient à matérialiser les relations hiérarchiques au sein du parti. Ils véhiculaient une injonction récurrente à compter qui était aussi un rappel permanent de la nécessité de rendre des comptes. Les premières formes d'une « culture du chiffre » apparaissent aussi dans la pratique des « contrats d'émulation » qui se développa largement dans les années 1930 et restait encore fréquente dans les années 1950 et 1960. Il s'agissait pour les organismes du parti (« rayons » ou cellules, sections ou fédérations) ou des organisations de masse – les comités de défense de *l'Humanité* (CDH) et autres – de se mettre en compétition autour de la diffusion des publications, de la récolte d'adhésions, etc. Compétition souvent assortie de récompenses, remises solennellement aux « meilleurs » militants ou collectivement à l'organisme vainqueur. Ainsi, en 1955, lors de la conférence fédérale de Seine-Ouest, la section ayant diffusé le plus d'exemplaires de *l'Humanité-Dimanche* emporta un scooter, à l'usage des militants.

5. Apogée du parti et profusion des chiffres

Avec le tournant stratégique du Front populaire, à partir de 1934, tout comme dix ans plus tard, à la Libération et jusqu'en 1947, le PCF se définit lui-même comme un « parti de masse », centré sur les ouvriers et les paysans, mais largement ouvert à toutes les couches sociales. Ainsi, par-delà les contraintes de la clandestinité qui limitèrent drastiquement le maniement et la publicité des chiffres durant la Seconde Guerre mondiale, on relève certaines

38. RGASPI 517/1/1110/135-145.

39. Section d'organisation, « Rapport sur les effectifs », annexe IV, novembre 1929, RGASPI 517/1/1110/190.

40. R. DUCOULOMBIER, 2013.

41. C. LOMBA, 2008.

continuités entre ces deux séquences historiques. Dans les deux cas, la dynamique politique s'assortissait d'un afflux considérable d'adhérents, essor que le parti n'hésitait pas à mettre en scène, en célébrant par exemple la remise de la « millionième carte » par Maurice Thorez, en septembre 1945 lors de la Fête de l'Humanité⁴². En 1947, Léon Mauvais, secrétaire à l'organisation, plaidait encore « pour un Parti communiste français toujours plus grand » et devant « compter par millions⁴³ ». Mais dans ces phases, il ne s'agissait pas seulement d'afficher sa puissance. L'organisation et ses dirigeants s'efforçaient eux-mêmes de prendre la mesure des transformations. Ainsi, le Front populaire et la période de la Libération se traduisirent par un effort accru d'analyse « quantitative », à travers l'attention accordée aux résultats de l'activité communiste et aux données chiffrées qui permettaient d'en rendre compte. En 1947, à l'occasion de sa conférence, la fédération de la Seine édita ainsi une brochure dont les annexes proposaient une série de tableaux extrêmement denses et détaillés, compilant pour l'ensemble des communes de banlieue les variations des suffrages, de la diffusion de la presse, des adhésions, etc., sur la période 1945-1947⁴⁴. Il semble toutefois qu'il s'agissait d'un cas limite. La profusion des données y paraît telle que l'on peut s'interroger sur l'usage réel que pouvaient en faire les dirigeants et les militants locaux. D'une certaine façon, ce document semble même avant tout relever d'une forme de mise en scène des chiffres que l'on observe de manière plus directe à travers les formes d'esthétisation des données.

6. Une esthétique du succès

En 1937, la brochure éditée à l'issue de la conférence nationale de Montreuil (22 janvier 1937) est presque exclusivement dédiée à la présentation de tableaux statistiques et met en œuvre ces résultats dans des graphiques présentant la situation des effectifs dans tous les départements, avec différents symboles et notamment des barres d'histogramme qui prennent l'apparence d'une foule compacte, constituée de nombreux visages de femmes et d'hommes (Figure 2).

La même démarche de mise en image des données caractérise les brochures publiées à l'issue du congrès d'Arles (IX^e congrès, décembre 1937 ; voir Figure 3) mais aussi après la guerre pour celui de Paris (X^e congrès, juin-juillet 1945 ; voir Figure 4). Outre de nombreux tableaux statistiques, ces publications proposaient pour chaque fédération un bilan du nombre d'adhérents, de sections, de cellules d'entreprises et de cellules locales,

42. *L'Humanité*, 4 septembre 1945.

43. Léon Mauvais, « En avant pour un Parti communiste français toujours plus grand », *Cahiers du communisme*, n° 3-4, mars-avril 1947, p. 197.

44. Fédération de la Seine, 2^e conférence fédérale, 6, 7, 8 juin 1947, s. d.

Figure 2. Effectifs de la fédération Paris-Nord (janvier 1937)

Source. Du congrès de Villeurbanne à la conférence nationale de Montreuil : le bilan d'un an d'activité du Parti communiste pour une France libre, forte et heureuse. Documents et graphiques concernant la vie du Parti, préface de Marcel Gitton, s. l. (1937), p. 32.

résultats appuyés par des graphiques soulignant les progressions, assortis de pictogrammes et illustrés par des représentations allégoriques de chaque département ou région⁴⁵.

Même lorsqu'ils sont nommés, comme « Félix » et « Othon » crédités dans la brochure du IX^e congrès, les auteurs de ces représentations restent à peu près inconnus. On peut toutefois relever que leur travail et leur démarche s'inscrivent pleinement dans la culture visuelle qui circulait alors entre URSS et Europe, en particulier autour des « isotypes » élaborés dans les années 1930 par Otto Neurath⁴⁶ et Gerd Arntz⁴⁷ entre Vienne et Moscou. On la retrouve dans la propagande qui vantait les succès économiques et les réalisations de l'Union soviétique ou encore dans certaines campagnes antifascistes. Dans les années 1937 à 1939, les pages du magazine *Regards* proposaient de nombreux graphiques inspirés de ces méthodes et de cette esthétique, en particulier les œuvres du dessinateur « May ». Un cas plus tardif, et relativement isolé

45. Archives du comité national du PCF, *Décembre 1937-juin 1945, du congrès d'Arles au congrès de Paris. Sept ans de luttes ardentes au service du peuple, contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante*, 1945, p. 66 et suivantes.

46. O. NEURATH, 2018.

47. P. RIEMENS, 2014 ; C. SOYEZ-PETITHOMME, 2014.

Figure 3. Effectifs de la fédération Paris-Nord lors du IX^e congrès du PCF (décembre 1937)

Source. Deux ans d'activité au service du peuple: rapports du Comité central pour le IX^e congrès national du Parti communiste français, Arles, 25-26-27-28-29 décembre 1937, s.l. (1938), p.152.

Figure 4. Effectifs de la fédération Seine-Saint-Denis lors du X^e congrès du PCF (juin 1945)

Source. Décembre 1937-juin 1945, du congrès d'Arles au congrès de Paris. Sept ans de luttes ardentes au service du peuple, contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante, s.l., 1945, p.149.

semble-t-il, signale que cette mise en image des résultats et des chiffres de l'activité partisane pouvait à l'occasion être reprise et appropriée spontanément dans les réseaux locaux. En 1946, un militant de la section du quartier Montparnasse à Paris (XIV^e arrondissement) réalisa une série d'illustrations présentant les progrès de la diffusion de la presse et des effectifs à travers des pictogrammes (Figure 5). Ces œuvres furent adressées à André Marty, secrétaire du PCF chargé de suivre la fédération de Paris-Ville⁴⁸. Mais cet exemple illustre aussi l'incorporation d'une forme d'exigence de résultats dans les pratiques militantes et dans les relations hiérarchiques au sein de l'appareil communiste.

48. Fonds André Marty, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, CHS AM IC.

Figure 5. Illustration offerte à André Marty par les militants de la section Montparnasse de Paris, XIV^e arrondissement (1946)

Source. CHS 2 AM 7T.

7. L'administration du corps militant

Dès l'époque du Front populaire, la constitution des données sur le corps militant s'appuyait sur une vaste documentation centralisée et compilée par la section d'organisation, à partir des éléments communiqués par les régions ou rapportés par les « instructeurs » délégués sur place par le comité central⁴⁹. En 1937, des fiches de synthèse par région présentaient les listes des dirigeants locaux et leurs caractéristiques (âge, profession, date d'adhésion, formation politique, mandats), les principaux éléments sur la composition du comité régional et diverses données socio-démographiques sur le territoire concerné (Figure 6).

Figure 6. Fiche de synthèse sur la direction régionale de l'Aisne (1937)

A I S N E									
	Age	Profession	Date adhésion au P.C.	Ecoles	Notes	Plus			
PELLAT Georges...	A 1 36 ans	Ouvrier bâtiment	P.C. 1928	Ecole centrale 1935		Comité grad'honne			
OLIVET Aimé...	A 35	Charbonnier	P.C. 1928			21...			
COUDREYER Labrousse	A 48	Typographe	P. 1934			Chef personnel Coop			
BELLIER Marcel...	A 1 39	Ouvrier menuiserie	P.C. 1933						
BOHNET Achille...	A 31	Menuisier	P.C. 1925	Ecole centrale 1935		Parlement & l'exploit			
THOMAS Adrien...	A 38	Textile	P.C. 1925	S.L.N. 1933		Parlement & l'exploit			
CHAMBER Robert...	A 1 36	Chaudronnier	P.C. 1931			gion gis Contrôle			
LANGLAY Marcel...	A 31	Tourneur	P.C. 1934			Parlement U.R.			
(passe au Nord)									
CHERREY Désiré...	A 48	Chef de travaux	P.C. 1922			en Espagne			
SUN Antoine...	A 36	Ajusteur CMF	P.C. 1931			Conseiller prod'at			
CHERREY Julien...	A 45	Menuisier	P.C. 1921			Coma général Adm. Loptal			
MEURIS Virgile...	A 35	Cheminot	P.C. 1925			Conseiller arrond			
GAILLE Paul...	A 43	Cheminot	P.C. 1934			Secrétaire U.R.			
REMOULIN...	A 65	Cheminot	P.C. 1920			1970, 1984 - 1933			
RAUHAUD HENRI...	A 1 39	P.C.F.	7						
LEUATY Paul...	A 36	Cheminot	P.C. 1922			Retraité			
DANNY Gaston...	A 1 39	Forgeron	P.C. 1937			Administrateur Coop			
MERCIER Daniel...	A 1 37	Instituteur	P.C. 1934			Conseiller municipal			
RAUHAUD Odette...	A 1 19	Ménagère	P.C. 1938			Secrétaire mairie			
La moyenne d'âge des membres du Comité est 37 ans 1/2									
Composition sociale du Comité									
10 camarades ont adhéré au Parti entre 1920 et 1925						0 ouvrier du bâtiment	1 ouvrier		
4 " " " " " 1926 et 1930						2 cheminots dont 1 retraité	1 P.T.T.		
5 " " " " " 1931 et 1937						2 métallurgistes d'industrie	1 instituteur		
						1 ouvrier du textile	1 charbonnier		
						1 typographe	1 femme		
Remarque : Sur 89 biographes de la région, pas un camarade A.S.						(70.038 agriculteurs (50 % environ d'ouvriers agricoles)			
Proposition : Élargir ce Comité en y faisant entrer 2 ou 3 métallurgistes et 2 ouvriers du textile (dont 1 femme), 2 paysans, 1 bottier, 1 ouvrier du vêtement.						(16.500 métallurgistes (4 usines de plus de 500 ouvriers)			
						(16.500 ouvriers du textile (5 usines de plus de 500 ouvriers)			
						(6.500 travailleurs du vêtement, corsetiers, etc...			
						(1.000 ouvriers papetiers			
						(1.000 vachers (50 % d'artisans)			
						(7.000 ouvriers du bois			
						(2.500 verriers et ouvriers de la céramique			
						(8.000 travailleurs de l'alimentation (cuisine)			
						(2.000 ouvriers des peintures chimiques			
						(9.000 cheminots			
Le chiffre global de la population est de 494.533 habitants, dont									

Source. RGASPI 517/1/1890/23

Ce modèle se déploya à nouveau après la Libération et resta globalement stable jusqu'au milieu des années 1960⁵⁰. Au début des années 1950, on retrouve par exemple entre les mains du secrétaire à l'organisation Auguste Lecœur un instrument assez semblable, « l'état d'organisation du secrétariat du PCF » décrit par Philippe Robrieux :

« Ce document confidentiel est relié, cartonné et en partie imprimé. Il comprend un relevé département par département avec à chaque fois : sur la première page, la

49. On retrouve l'ensemble sous les cotes RGASPI 517/1/1890 à 1896.

50. P. BOULLAND, 2016a.

carte coloriée et imprimée du département, sur la seconde les chiffres concernant la population, les salariés et leur ventilation professionnelle [...] ; la composition du secrétariat fédéral [...] ; les résultats des élections [...] ; les effectifs [...]. Sur la troisième page figurent les effectifs des organisations de masse [...]⁵¹ ».

Toujours selon l'auteur, figurent également les chiffres de diffusion de la presse et des œuvres de Maurice Thorez. On peut rapprocher ce document des dossiers sur les effectifs et la diffusion de la presse conservés dans les archives personnelles de Maurice Thorez⁵² ou du classeur regroupant les états d'effectifs des fédérations, continuellement mis à jour entre 1954 et la fin des années 1990⁵³. Ils constituaient des instruments de travail quotidien des dirigeants nationaux et étaient de fait l'apanage de ce cercle restreint.

À partir de la fin des années 1940, le travail sur les données du personnel militant se concentrait tout particulièrement au sein de la Section de montée des cadres (SMC), véritable « administration bio-sociologique » du personnel militant du PCF⁵⁴. Héritière de la « commission des cadres » créée en 1931 sur instruction de l'Internationale communiste⁵⁵, la SMC ne faisait pas partie des organismes statutaires élus lors des congrès mais constituait un service dépendant du secrétariat du PCF avec ses locaux et son personnel dédiés, ses procédures normalisées, sa littérature grise et ses archives. Sa mission était d'examiner le personnel militant des organismes fédéraux, des directions des organisations syndicales ou de masse, ainsi que les élèves des écoles centrales du parti, de valider les candidatures électorales et de gérer le recrutement de tout le personnel technique du parti (secrétaires, chauffeurs, etc.).

Premier instrument de la SMC, les procédures biographiques s'efforçaient d'assurer la conformité des individus à partir des formulaires autobiographiques et de véritables dossiers personnels, régulièrement actualisés, en particulier à partir des appréciations individuelles émanant des dirigeants ou des responsables des écoles du parti. Dans les dossiers biographiques des militants, les appréciations individuelles valorisaient à l'occasion le bilan chiffré d'un militant, à travers les succès du recrutement ou de la diffusion de la presse. René Piquet, ancien secrétaire du PCF, témoigne ainsi que les bons résultats « comptables » dans sa fédération du Loir-et-Cher auraient directement contribué à sa promotion au comité central. Il s'était en effet attiré l'attention du premier cercle dirigeant grâce une forte progression des effectifs et des ventes de la presse, tandis qu'une ambitieuse souscription

51. P. ROBRIEUX, 1984, p. 918. Ce document fut confié à Philippe Robrieux par Auguste Lecœur lui-même.

52. Fonds Thorez-Vermeersch, Archives nationales, 626 AP 35 et 45.

53. R. MARTELLI, 2010.

54. P. BOULLAND, 2016a, p. 109-113.

55. C. PENNETIER & B. PUDAL, 2002.

avait permis de doter la fédération d'un nouveau siège, assorti d'une librairie, inaugurée par Jacques Duclos⁵⁶.

Second instrument de la section des cadres, l'observation statistique s'assurait de la conformité du collectif et de sa composition. Elle reposait sur un travail de collecte et de compilation des données permettant de vérifier la mise en œuvre des critères définis par la direction pour guider la constitution des directions locales et fédérales : assurer la prépondérance des catégories ouvrières et populaires ; renforcer la participation des femmes⁵⁷ ; accompagner le renouvellement générationnel par l'apport de jeunes militants ou d'adhérents récents. Les données départementales étaient également rassemblées à l'échelle nationale dans un tableau d'ensemble. Les archives de la SMC conservent les traces du travail minutieux et artisanal, réalisé à l'aide de cahiers manuscrits, pour comptabiliser les résultats et produire des études générales (Figure 7).

Figure 7. Cahier de statistiques sur la composition des comités fédéraux établi par la Section de montée des cadres (1964)

PROFESIONS	nombre de membres	MOUVEMENT	TERMINES	OUVRIERS	PAYSANS	ESMAIS et MOINS	REMARQUES
	N°	N°	N°	N°	N°	N°	
SEINE-MA. OISE	66	13	13	13	38	140	38 13 13 47
SEINE-NORD-EST	53	14	13	2	31	55	31 5 13 42
SEINE-OUEST	61	17	14	13	41	114	31 3 10 46
SEINE-SUD	61	12	12	16	41	5	32 4 10 47
PARIS	75	15	15	14	8	32	30 8 12 47
AIN	11	20	14	11	11	90	16 13 9 30
AISNE	31	9	10	11	13	35	15 4 5 26
ALLIER	42	15	11	11	13	18	14 12 6 29
ARDECHES-ALPES	40	9	9	11	11	11	14 6 25
ALPES-MARITIMES	49	10	7	5	2	23	12 5 5 34
HAUTS-ALPES	35	14	4	4	1	11	11 4 4 28
ARDECHES	34	9	3	10	15	57	7 2 2 16
ARDENNES	37	13	13	11	12	6	17 3 9 22
TOTAL	633	160	144	117	100	333	108 43 9

Source. Archives du PCF, AD 93 261 J 21/100.

Jusqu'aux années 1970, les rares éléments disponibles sur le personnel permanent de la SMC ne permettent pas d'identifier la participation de militants disposant d'une véritable formation professionnelle dans le maniement des

56. Entretien avec René Piquet, le 4 février 2004.
57. P. BOULLAND & J. MISCHI, 2015.

chiffres et font surtout apparaître le recrutement de militants de confiance. La récolte des informations auprès des fédérations était globalement normalisée, à travers des tableaux, ce qui facilitait les opérations de comptage et l'élaboration des principaux résultats au niveau central. Toutefois, l'élaboration des catégories sociales n'a pas laissé de traces explicites dans les archives, de même que leur application aux listes nominatives reste dans un angle mort des sources. Comme nous le verrons plus loin, on relève à l'occasion quelques erreurs de calcul ou des interprétations paradoxales qui font apparaître certaines limites dans le maniement des outils statistiques ou des nomenclatures socioprofessionnelles. Néanmoins, la matrice initiale des années 1940-1950 permet d'identifier les variations qui intervinrent dans les périodes ultérieures.

8. Guerre froide et densité des pratiques disciplinaires

Les premières années de la guerre froide furent marquées par un déclin rapide et massif des effectifs⁵⁸, entre 1947 et 1952, et la direction ne pouvait que constater ce repli, qui revalorisa en retour une interprétation stricte des critères d'appartenance et le modèle d'un parti resserré sur le noyau militant. Dans ce contexte, on observe une véritable densification de la discipline partisane à laquelle contribuait un recours aux chiffres. Dès lors, militants « de base » et cadres intermédiaires étaient amenés à intégrer le souci constant de se hisser à la hauteur des attentes et de produire des résultats conformes.

En se plaçant à l'échelle *micro*, et en l'espèce dans les archives personnelles d'une militante, secrétaire à la propagande de la section Clamart, en 1954⁵⁹, on peut observer plus précisément la dimension proprement comptable des pratiques militantes (récolte d'abonnements, diffusion de la presse, gestion financière, etc.) et les injonctions hiérarchiques qu'elles comportent. À l'occasion d'une assemblée fédérale des responsables à la propagande, ses notes personnelles signalent l'importance attribuée à la diffusion des publications communistes, la pression mise sur ses résultats et donc sur les militants. Le secrétaire fédéral y critiquait les résultats dans sa fédération, au regard du reste de la banlieue parisienne, et dénonçait un « manque d'audace », une « sous-estimation générale des possibilités », etc. Confrontée au palmarès des sections, la dirigeante de Clamart notait toutefois qu'elle avait atteint un résultat conforme voire légèrement supérieur au rang de sa section en termes d'effectifs. La même année, la campagne contre la Communauté européenne de défense (CED) offre un autre exemple significatif. Lors d'une réunion des secrétaires de section à Ivry, la militante de Clamart consignait les exigences

58. R. MARTELLI, 2010.

59. Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Fonds Andrée Moat. Sur la trajectoire de cette militante, voir P. BOULLAND, 2016a ; *id.*, 2018.

du dirigeant fédéral Alfred Malleret-Joinville : « Combien de signatures contre les accords de Bonn ? Quels objectifs ? Combien de délégations faites auprès des députés ? Position du conseil municipal ? Nombre de comités de paix ? » Au fil de ses notes personnelles, on suit la répercussion et l'application de ces instructions, dans les jours suivants, vers les échelons inférieurs de l'appareil. On constate ainsi que les cadres intermédiaires subissaient une logique de responsabilisation voire de culpabilisation qu'ils répercutaient eux-mêmes vers la base locale⁶⁰.

Au cours de cette même année 1954, alors que la chute des effectifs commençait à être enrayée, « l'affaire Lecœur » marqua en quelque sorte l'ultime avatar de l'hésitation entre « parti de cadres » et « parti de masse ». L'éviction du secrétaire à l'organisation, « dauphin de Maurice Thorez », prit en effet pour prétexte la mise en place du système des « instructeurs de cellule », chargés notamment de maintenir la liaison avec les adhérents les moins impliqués dans la vie de l'organisation. Ce fonctionnement fut dénoncé comme « opportuniste » parce qu'il aurait conduit à entériner l'existence de deux catégories d'adhérents, les militants actifs et les simples « cotisants ». Si le PCF afficha toujours son refus d'un tel état de fait, il fut dans la pratique toujours contraint de le tolérer. Au cours des décennies suivantes, ce débat devint globalement obsolète et l'ambition de constituer un parti de masse aux effectifs les plus larges possible ne fut plus remise en cause, même si l'objectif restait d'amener le maximum d'adhérents à contribuer activement à la vie du parti. Quelques mois après l'éviction de Lecœur, le nouveau secrétaire à l'organisation et ancien responsable de la SMC, Marcel Servin, initia une nouvelle forme d'observation statistique du parti, sous la forme d'un « recensement » portant sur environ 100 000 adhérents. Deux autres suivirent, en 1959 puis en 1967, signalant à la fois un besoin croissant de connaissance et un recours accru aux instruments statistiques puis sociologiques.

9. Essor des instruments statistiques et relais par les sciences sociales

Au cours des années 1960, le fonctionnement du Parti communiste connut d'importantes évolutions, symbolisées en 1964 par l'accès de Waldeck Rochet au poste de secrétaire général. À cette même date, l'adoption de nouveaux statuts introduisit le vote à bulletin secret. L'innovation restait formelle puisque les adhérents ou les délégués n'étaient conviés qu'à valider des motions ou des listes de candidats uniques. Les scrutins internes et leurs résultats ne constituèrent donc pas un instrument de mesure des positions ou

60. Lors du comité de section du 2 février 1954, le secrétaire politique dénonçait déjà les résultats insuffisants de la campagne de signatures contre la CED, jugeant « minable » le chiffre de 614 signataires. (Notes manuscrites d'Andrée Moat, Fonds Andrée Moat, CRBC, UBO).

de l'opinion des adhérents. Au contraire même, lorsque Paul Laurent et Henri Fiszbín, dirigeants de la fédération de Paris, crurent bon de rendre public le détail des voix recueillies par chacun des candidats au comité fédéral, ils furent contraints à l'autocritique.

La « démocratisation » affichée eut toutefois d'autres effets sur le recours aux chiffres et sur la mobilisation des outils statistiques, dans la mesure où elle aboutit à une relative déprise de la SMC, en particulier sur la constitution des directions fédérales. Emportées par la dévaluation du « référentiel stalinien⁶¹ », les méthodes d'évaluation individuelle étaient en partie disqualifiées. À l'inverse, la gestion statistique et l'observation sociologique du parti conservaient une certaine validité car elles ne s'intéressaient pas à l'individu dans son for intérieur ou son intimité mais en tant que membre d'une catégorie sociale, d'une classe d'âge, d'une génération militante, etc. Elle appréhendait l'individu à partir de caractéristiques externes recueillies par des méthodes « non invasives » et selon des critères socialement admis et apparemment objectifs, qui s'opposaient à la grille des critères biographiques, politiques ou moraux autrefois en vigueur et désormais perçus comme arbitraires.

Dès les années 1950, les statistiques de la SMC sur les élus fédéraux observaient systématiquement la part des femmes, la moyenne et les tranches d'âge, les périodes d'adhésion et le type de responsabilités. Enjeu fondamental de l'analyse, la grille des catégories socio-professionnelles comportait toutefois certains biais, notamment autour de l'usage de la catégorie des « travailleurs d'État », sans distinction de métier⁶². Il en découlait parfois des injonctions contradictoires, par exemple lorsqu'en 1954 la SMC reprochait à la direction fédérale du Morbihan une présence insuffisante d'ouvriers, alors même que les ouvriers de l'Arsenal étaient majoritaires⁶³. Les archives n'ont pas gardé la trace du processus d'élaboration de cette grille ni d'éventuelles réflexions sur son articulation avec les nomenclatures de la statistique publique. Il apparaît que les catégories mises en œuvre restaient essentiellement tournées vers la valorisation de la composante ouvrière – envisagée de manière générique, sans distinction du niveau de qualification ou du secteur d'activité – et vers les conditions de l'activité militante autour du critère des secteurs public ou privé.

À partir du début des années 1960, le Parti communiste afficha son ouverture en direction de nouvelles catégories sociales et plus spécifiquement des ingénieurs, cadres et techniciens, les « ITC ». Sans endosser la thématique de la « nouvelle classe ouvrière », il s'agissait néanmoins de tenir compte des transformations intervenues dans la société et d'intégrer ceux qui semblaient

61. B. PUDAL, 2009.

62. Tout au long des années 1950, cette grille distinguait : ouvriers ; travailleurs d'État (SNCF, PTT, Arsenaux, EDF, RATP, services publics) ; paysans ; ménagères ; employés, cadres, techniciens ; fonctionnaires ; artisans, commerçants ; divers.

63. P. BOULLAND, 2016b.

appartenir à un univers industriel commun aux catégories ouvrières et présentaient donc le profil « d'intellectuels dans la production », qui restaient assimilables par le parti, au contraire des enseignants. Dès 1964, la SMC aboutit toutefois au constat inquiet d'une baisse de la part des ouvriers dans les comités fédéraux (43,6 % contre 45,6 % précédemment, avec une perte en valeur absolue de 245 ouvriers). Erreur de calcul ou redressement volontaire des chiffres, l'exploitation des données brutes des cahiers statistiques de la SMC aggrave même ce bilan, avec une perte en valeur absolue de 298 ouvriers et un pourcentage passant donc de 47,2 à 43,6 %. Autrement dit, l'intégration des « ITC » semblait opérer au détriment de la représentation ouvrière, menaçant donc la nature du « parti de la classe ouvrière ». Dès 1966, les cahiers statistiques sur les membres des comités fédéraux introduisirent la catégorie des « intellectuels », elle-même divisée entre « enseignants et étudiants » et « ingénieurs, techniciens, cadres ». Les conclusions de la SMC étaient symptomatiques :

« La diminution des ouvriers constatée dans les deux dernières années continue puisqu'ils représentent 41,94 % des CF [membres des comités fédéraux] au lieu de 42,47 %.

Le même phénomène concerne les paysans : 7,58 % au lieu de 8,04 %.

46 fédérations sur 94 ont une majorité d'ouvriers et de paysans dans leur CF.

À souligner une progression de la participation d'autres catégories sociales : 750 soit 20,85 [%]. [...] »

Cette étude d'ensemble souligne ce qui a été dit à propos des efforts que nous devons entreprendre en direction : des femmes (des ouvrières et des paysannes) ; de la classe ouvrière ; des paysans.

Ce qui ne doit pas s'effectuer au détriment d'autres catégories ; il convient d'avoir la juste mesure. Pour cela, une étude par fédération est nécessaire pour aider chacune avec le membre du CC⁶⁴. »

La prescription finale, pour le moins paradoxale, fait apparaître certaines limites dans la maîtrise du raisonnement statistique mais traduit surtout la contradiction dans laquelle la direction du PCF et les responsables de la SMC étaient alors enfoncés face à un corps militant en mutation. En fonction de cette perception, les résultats présentés par la SMC, à partir de 1968, tentèrent de masquer la baisse de la proportion d'ouvriers dans les directions fédérales en redéfinissant leur grille d'analyse sur la base du métier, pour agréger l'ensemble des catégories ouvrières, y compris celles des entreprises publiques⁶⁵. Ce « bricolage » souligne que les instruments statistiques mobilisés en interne étaient largement dépendants des logiques politiques et tout particulièrement de l'effort de légitimation du PCF comme « parti de la classe ouvrière ».

Dans cette même période, le service des cadres fut également affecté par un recul de sa capacité d'intervention. Au contraire des années 1940 et

64. Note manuscrite (s.d., 1966), dossier « Études générales sur les CF », AD93 261 J 21/100.

65. Note dactylographiée à l'intention des membres du BP, datée du 10/07/1970, dossier « Études générales sur les CF », AD 93 261 J 21/100.

1950, les fédérations ne soumettaient plus la composition de leurs directions à un examen en amont de leur désignation. La SMC était désormais réduite à dresser *a posteriori* le tableau du personnel politique communiste. L'accent fut donc mis sur l'amélioration des techniques de récolte et de constitution des données, notamment sous l'impulsion de Marcel Zaidner, responsable aux cadres à partir de 1970. Dès septembre 1972, il proposa l'utilisation de l'informatique pour le traitement statistique des mandats des délégués lors des congrès, non seulement pour gagner en temps et en fiabilité, mais aussi pour « ultérieurement en tirer plus d'éléments d'appréciation⁶⁶ ». Dans la même volonté de disposer d'une sorte de recensement permanent du parti, il suggéra la normalisation des résultats des commissions des mandats des conférences fédérales, par le biais de formulaires. Selon lui, « le rassemblement de ces documents donnera des indications précieuses sur environ 20 000 militants, complétant ce que nous pouvons tirer de l'étude des comités fédéraux⁶⁷. »

Au cours des années 1970, les grilles du secteur des cadres convergèrent progressivement vers les nomenclatures publiques, grâce à une différenciation socio-professionnelle plus précise au sein de la catégorie des « intellectuels » ou encore grâce à une meilleure distinction entre employés et ouvriers. Surtout, la direction du Parti communiste eut de plus en plus recours aux professionnels des sciences sociales, à travers des études sociologiques ou des enquêtes d'opinion. Comme l'a montré Loïc Blondiaux⁶⁸, le sondage s'imposa en France à la faveur de la nouvelle configuration née avec la V^e République, dans laquelle le général de Gaulle prétendait établir un rapport direct avec l'opinion, sans l'intermédiaire du Parlement, ce qui contribua en retour à légitimer la croyance en une opinion publique uniquement connaissable par le sondage. Puisant dans les techniques qui s'imposaient alors, le PCF commandita notamment la « recherche en psychologie politique » conduite par Monique et Raymond Fichelet, Guy Michelat et Michel Simon à partir de l'été 1966. L'objectif était de percevoir et d'assimiler les changements qui se dessinaient dans le parti autant que dans la société française, comme l'indiquait Michel Simon dans sa présentation :

« Cette recherche est pour nous d'une portée fondamentale. Il s'agit de serrer d'aussi près que possible l'évolution idéologique des masses (explicite et implicite) dans un moment où le rapport des forces dans le monde comme la structure socio-économique de notre pays connaissent des mutations profondes. Et indissolublement, cette préoccupation s'insère dans l'effort général du Parti pour déceler avec sensibilité et réalisme les préoccupations et l'état d'esprit des couches fondamentales de la nation, afin de toujours mieux ajuster *pratiquement*, sa politique et ses explications⁶⁹. »

66. Note dactylographiée de Marcel Zaidner au secrétariat du CC, datée du 22/09/1972, AD 93-261 J 21/100.

67. *Ibid.*

68. L. BLONDIAUX, 1998.

69. M. FICHELET *et al.*, 1968, p. 4.

Ce projet s'inscrivait également dans un contexte d'ouverture vers les sciences sociales en tant qu'outil théorique censé contribuer à refonder un projet communiste en butte à une « crise intellectuelle⁷⁰ ».

Au niveau central, le recours à l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et aux sciences sociales, le recensement social du parti en 1966 et les ajustements de l'outil statistique du secteur des cadres traduisaient les efforts du PCF pour accorder ses propres changements avec ceux qui affectaient la société globale. Cette démarche se déclina aux échelons intermédiaires et locaux où l'usage des outils statistiques et sociologiques, qu'ils émanent du parti lui-même ou d'autres sources, se diffusa largement. À la fin des années 1960, les fédérations de région parisienne durent par exemple adapter leurs frontières au découpage administratif des nouveaux départements. Pour appréhender ces remodelages et refonder l'identité communiste locale, les dirigeants s'appuyèrent sur les données du recensement de la population de 1962 comme outil de connaissance de la société locale. Dans le Val-de-Marne, cette approche aboutit en 1968 à l'établissement d'une brochure qui dressait un portrait-robot du département, sur le plan politique, démographique, social et économique⁷¹. Le même raisonnement fut décliné à l'échelle communale.

Le croisement entre les données du « recensement social du Parti » de 1966 et les résultats du recensement de la population permettait également de fixer les perspectives politiques de la propagande et du recrutement ou de définir l'équilibre sociologique des directions de section en fonction de l'analyse du contexte local. Cette démarche atteignit son paroxysme au sein de la fédération de Paris, dont les dirigeants avaient assez précocement pris la mesure des transformations de la population parisienne, et en premier lieu du recul des couches populaires. Se considérant « condamnés au changement », selon une formule d'Henri Fiszbin, ils se lancèrent résolument à la conquête de « couches sociales nouvelles ». Durant la décennie 1970, la fédération de Paris fut également au premier plan de la collaboration avec les chercheurs en sciences sociales, notamment à travers les études individuelles ou collectives de François Platone, Jean Ranger et Françoise Subileau sur les militants communistes, qui aboutirent à de nombreux articles dans la *Revue française de science politique*⁷² et se prolongèrent jusqu'à la fin des années 1990⁷³.

L'effort des dirigeants parisiens conduisait implicitement à promouvoir une « autre configuration partisane⁷⁴ », qui relativisait la centralité et la primauté du groupe ouvrier. Ce faisant, ils s'attirèrent la méfiance de la direction du PCF, tiraillée entre l'identité historique du « parti de la classe ouvrière » et

70. B. PUDAL, 2009, p. 21-51.

71. *Connaissiez-vous le Val-de-Marne ?*, document ronéoté (s.l.n.d., 16 p.) de la direction fédérale du Val-de-Marne, dossier « Conférence fédérale 1968 », AD 94-130 J.

72. F. PLATONE & F. SUBILEAU, 1975.

73. F. PLATONE & J. RANGER, 2000.

74. B. PUDAL, 2009.

sa politique d'ouverture, jusqu'à la mise au pas de la fédération, entre 1979 et 1981. « Crise matricielle⁷⁵ » et symbole du repli des dirigeants communistes « privilégiant le passé de l'institution, ce qui leur assure le maintien bureaucratique de leurs positions de pouvoir⁷⁶ », ces tensions venaient également clore un cycle d'essor du parti et de ses effectifs, entre 1972 et 1979.

Au cours de cette période marquée par l'Union de la gauche et la bataille pour le Programme commun, l'organisation communiste se focalisa très nettement vers l'extension de sa surface et de son influence, tant en termes d'effectifs que de suffrages, à travers un dispositif organisationnel explicitement tourné vers les campagnes électorales et la propagande. L'un des signes de cette adaptation résidait par exemple dans l'évolution des types de cellule, auxquels les nouveaux statuts de 1972 ajoutèrent les cellules « de bureaux » et « d'établissements scolaires ».

10. Vers une centralité des données électorales

Dès les années 1970, l'identité socio-politique du Parti communiste fut intensivement questionnée et mise en tension, sur fond de « bataille électorale ». La stratégie de « réidentification révolutionnaire » portée par Georges Marchais à partir de 1979 ne vint pas contredire l'importance cardinale accordée aux élections. Au cours des années 1980 et 1990, les transformations internes se combinèrent à la contraction des forces militantes et des suffrages, en même temps que s'affirmait le modèle d'un parti d'élus⁷⁷. En conséquence, la statistique partisane accorda une attention croissante aux enjeux électoraux. Après la fusion de l'Institut de Maurice Thorez (IMT) et du Centre de recherche marxiste (CERM) au sein de l'Institut de recherche marxiste (IRM), en 1979, un nouveau groupe de travail se structura pour aboutir à la création en 1981 de la revue *Société française*. Maintenu en périphérie des cercles dirigeants, cette équipe de professionnels des sciences sociales se consacra notamment aux analyses électorales, en s'appuyant sur des outils informatiques renouvelés. Ainsi, les travaux de Roger Martelli, pilier du groupe, découlent en partie de la constitution, à partir de cette époque, d'une base de données informatique regroupant des informations électorales extrêmement précises, jusqu'au niveau du bureau de vote⁷⁸. Au contraire, les instruments internes d'observation sociologique du corps militant reculèrent progressivement durant les années 1980 et surtout 1990. Au point que, dans les années 2000, le fichier central des adhérents COCIEL « est programmé pour traiter une multitude d'indicateurs (âge, sexe, secteurs d'activité, lieu

75. C. LECLERCQ, 2008.

76. B. PUDAL, 2009, p. 130.

77. J. MISCHI, 2014.

78. R. MARTELLI, 2008.

d’habitation, etc.) sans que la catégorie socio-professionnelle ne soit prise en compte⁷⁹».

Épilogue

Au cours des toutes dernières années, certains éléments semblent néanmoins esquisser un possible retour à l’observation socio-statistique du parti et de ses membres. En 2016, le PCF a en effet lancé une campagne politique intitulée « Que demande le peuple ? », en s’appuyant sur un questionnaire de type sondage d’opinion, soumis à environ 65 000 personnes. À l’automne 2017, la formule a été reprise lors de la « consultation des communistes » qui interrogeait cette fois les adhérents sur leurs positions et leurs attentes à l’égard de l’organisation (Figure 8).

Figure 8. Annexe du formulaire « Consultation des communistes » (2018)

Annexe du document de consultation

DATE DE NAISSANCE : / /

DATE D'ADHÉSION : / /

SITUATION PROFESSIONNELLE :
☐ CDI ☐ CDD ☐ Pré-e d'emploi ☐ Étudiant-e ☐ Lycéen-ne ☐ Retraité-e

QUELS ÉVÉNEMENTS ET RAISONS ONT MOTIVÉ TON ADHÉSION ?
.....
.....
.....

EN PLUS DE TON IMPLICATION AU PCF ES-TU MILITANT-E D'UNE ORGANISATION SYNDICALE OU ASSOCIATIVE ?
• Si oui, laquelle :
.....
• Y exerces-tu des responsabilités ? ☐ OUI / ☐ NON

AS-TU DES CONTACTS RÉGULIERS AVEC LES COMMUNISTES DE TA SECTION / OUI / NON
• Si non, pourquoi ?
.....

ASSISTES-TU AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE TA SECTION ?
☐ Systématiquement, sauf empêchement Autres :
☐ Quand l'assemblée générale a un enjeu important (vote, ...)
☐ Rarement, cela ne m'intéresse pas
☐ Impossible avec ton emploi du temps (familial ou professionnel)
☐ Tu n'aimes pas le mode de fonctionnement en assemblée générale
☐ Tu ne souhaites pas prendre la parole en public

AS-TU DÉJÀ PARTICIPÉ À UNE FORMATION DU PCF ? ☐ OUI / ☐ NON
• Si oui, laquelle :
.....

MILITES-TU AVEC TA SECTION ? ☐ OUI
☐ Chaque semaine ☐ Régulièrement selon l'actualité
☐ En période de campagne électorale ☐ Rarement faute de disponibilité
☐ Jamais car je ne me sens pas à l'aise sur le terrain
Autre :

OÙ MILITES-TU ? ☐ OUI
☐ Dans ton entreprise ou lieu de travail ☐ Dans un quartier populaire
☐ En zone rurale ☐ Dans ta ville, ton quartier
☐ Dans un collectif thématique
Autre :

EXERCES-TU OU AS-TU EXERCÉ UNE OU DES RESPONSABILITÉ-S AU SEIN DU PCF ? (LOCALE/DÉPARTEMENTALE/NATIONALE) : ☐ OUI / ☐ NON
• Si oui, la/lesquelles :
• Sur quelle période les, l'as-tu exercé-s :

ES-TU OU AS-TU ÉTÉ ÉLU-E COMMUNISTE ? ☐ OUI / ☐ NON
• Si oui, ton ou tes mandats :
.....
• Sur quelle période les, l'as-tu exercé-s :

PARMIS TES COMPÉTENCES OU CONNAISSANCES, LESQUELLES POURRAIENT ÊTRE UTILES AU PARTI ?
.....
.....

Source. Site internet de la fédération de l’Oise du PCF. URL: http://oise.pcf.fr/sites/default/files/201709-10-pcf-consultation_nationale.pdf (consulté le 25 mars 2019).

79. J. MISCHI, 2014, p. 81.

Le questionnaire, qui aurait recueilli environ 14 000 réponses, adoptait une forme hybride qui réactivait partiellement les « traditions d'enquête sociologique interne⁸⁰ » du PCF, à travers des questions sur les caractéristiques sociales (âge, « situation professionnelle ») mais aussi sur les activités et le parcours militants (date et circonstances d'adhésion, contexte d'activité militante, autres engagements, etc.). Il propose en quelque sorte une synthèse des différents modes d'observation du corps militant qui ont eu cours durant près d'un siècle d'histoire du PCF : instrument censé matérialiser la (re)connexion entre la direction et ses adhérents, mélange de questionnaire biographique et de sondage d'opinion, récolte de données individuelles et qualitatives ouvrant sur un traitement statistique, etc. Au-delà, peut-être faut-il aussi y voir l'esquisse d'un retour vers un projet politique fondé sur la représentation de certaines catégories sociales, et en premier lieu des couches populaires, à l'image de la volonté affichée de porter des militants ouvriers parmi les premiers rangs des listes communistes aux élections européennes de mai 2019.

Bibliographie

Sources

Archives

RGASPI (Centre russe pour la conservation des archives en histoire politique et sociale, Moscou), fonds du Parti communiste français (série 517/1), consultable sur le portail Pandor de l'université de Bourgogne
URL : <https://pandor.u-bourgogne.fr/>

Archives du comité national du PCF déposées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD 93, série 261 J)

Archives de la fédération PCF de Seine-Saint-Denis déposées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis (non cotées)

Archives de la fédération PCF du Val-de-Marne déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne (AD 94, série 130J 1-252)

Fonds André Marty, Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS AM)

Fonds Andrée Moat, Centre de recherche bretonne et celtique, Université de Bretagne occidentale à Brest, (AM 1-27)

Sources imprimées

Brochures extraites des collections des Archives de la fédération PCF du Val-de-Marne (AD 94, 130J 1-252), du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, et des Archives du comité national du PCF.

Cahiers du communisme

L'Humanité

80. C. PENNETIER & B. PUDAL, 2002.

Travaux

- ANDOLFATTO, Dominique, *PCF : de la mutation à la liquidation*, Monaco, Éd. du Rocher, 2005.
- BEISSINGER, Mark R., *Scientific management, socialist discipline, and Soviet power*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988.
- BLONDIAUX, Loïc, *La fabrique de l'opinion : une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.
- BOULLAND, Paul, *Des vies en rouge. Militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981)*, Ivry-sur-Seine, Éd. de l'Atelier, 2016a.
- , « Les dirigeants du PCF en Bretagne, entre réseaux locaux et normes partisans (1944-1968) », in Christian BOUGEARD & François PRIGENT (dir.), *La Bretagne en portrait(s) de groupe. Les enjeux de la méthode prosopographique (Bretagne, XVIII^e-XX^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016b.
- , « Devenir une militante locale "en pays étranger". Andrée Moat, de Paris à Roscoff : une militante communiste dans l'année 1958 », in Erwan LE GALL & François PRIGENT (dir.), *C'était 1958 en Bretagne. Pour une histoire locale de la France*, Rennes, Goater, 2018.
- BOULLAND, Paul & MISCHI, Julian, « Promotion et domination des militantes dans les réseaux locaux du Parti communiste français », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 126, 2015, p. 73-86.
- BOULOUQUE, Sylvain, « Les Jeunesses communistes : structures d'organisation, appareil et implantation », *Communisme*, n° 76-77, 2004, p. 7-26.
- BRUNO, Isabelle, « "Faire taire les incrédules". Essai sur les figures du pouvoir bureaucratique à l'ère du benchmarking », in Béatrice HIBOU (dir.), *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 2013, p. 103-128.
- BRUNO, Isabelle, DIDIER, Emmanuel & PRÉVIEUX, Julien (dir.), *Statactivisme. Comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte (Zones), 2014.
- BUTON, Philippe, « Les effectifs du Parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985, p. 5-30.
- , « L'appareil de la guerre froide. Les secrétariats fédéraux du PCF du début des années cinquante », *Communisme*, n° 10, 1986, p. 80-91.
- , « Le Parti communiste français depuis 1985, une organisation en crise », *Communisme*, n° 18-19, 1988, p. 8-18.
- COHEN, Yves, *Le siècle des chefs : une histoire transnationale du commandement et de l'autorité, 1890-1940*, Paris, Éditions Amsterdam, 2013.
- COURTOIS Stéphane & LAZAR, Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995.
- DELALANDE, Nicolas, *La lutte et l'entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019.
- DUCOULOMBIER, Romain, « La CGTU, cette inconnue », *Carnet « ANR PAPRIK@2F. Portail archives politiques, recherches, indexation, Komintern et fonds français »*, octobre 2013 [en ligne].
URL : <http://anrpaprika.hypotheses.org/837> ; <https://anrpaprika.hypotheses.org/930> ; <https://anrpaprika.hypotheses.org/844>.
- FICHELET, Monique, FICHELET, Raymond, MICHELAT, Guy & SIMON, Michel, « Premiers résultats d'un programme de recherche en psychologie politique », tiré à part des *Cahiers du communisme*, n° 12 (décembre 1967) et n° 1 (janvier 1968), brochure (s.d.).

- GENEVÉE, Frédéric, *La fin du secret. Histoire des archives du Parti communiste français*, Ivry-sur-Seine, Éd. de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2012.
- GIRAULT, Jacques, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, 1977.
- KRIEDEL, Annie & BOURGEOIS, Guillaume, *Les communistes français : dans leur premier demi-siècle, 1920-1970* (nouvelle éd. refondue et augmentée), Paris, Seuil, 1985.
- LECLERCQ, Catherine, «Histoires d'«ex» : une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français», thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques, Paris, 2008.
- LOMBA, Cédric, «Avant que les papiers ne rentrent dans les cartons : usages ethnographiques des documents d'entreprises», in Anne-Marie ARBORIO, Yves COHEN, Pierre FOURNIER, Nicolas HATZFELD, Cédric LOMBA & Séverin MULLER, *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte (Recherches), 2008, p. 29-44.
- MARTELLI, Roger, *L'archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Paris, Éditions sociales, 2008.
- , *Prendre sa carte, 1920-2009 : données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny, Conseil général de la Seine-Saint-Denis, 2010.
- MISCHI, Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
- , *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.
- NEURATH, Otto, *Des hiéroglyphes à l'Isotype. Une autobiographie visuelle* (éd. Matthew EVE & Christopher BURKE, trad. Damien SUBOTICKI), Paris, Éditions B42, 2018 [2010].
- OFFERLÉ, Michel, *Les partis politiques* (9^e éd.), Paris, PUF, 2018.
- PENNETIER, Claude & PUDAL, Bernard, «La "vérification" (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres)», *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 23, 1996, p. 145-163.
- (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.
- (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- PLATONE, François & RANGER, Jean, *Les adhérents du Parti communiste français en 1997 : enquête*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 2000.
- PLATONE, François & SUBILEAU, Françoise, *Les militants communistes de la Fédération de Paris : données sociologiques et pratiques militantes : document de travail*, Paris, Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, 1975.
- PUDAL, Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- , «La beauté de la mort communiste», *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5, 2002, p. 545-559.
- PUDAL, Bernard, *Un monde défait : les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2009.
- RIEMENS, Patrice, «Gerd Arntz, graphiste, 1900-1988», *Multitudes*, n° 55, 2014, p. 43-45.

ROBRIEUX, Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste. II [1945-1972 : de la libération à l'avènement de Georges Marchais]*, Paris, Fayard, 1981.

—, *Histoire intérieure du Parti communiste. IV [Biographies, chronologie, bibliographie]*, Paris, Fayard, 1984.

SOYEZ-PETITHOMME, Caroline, « Gerd Arntz : Something Left... », *Multitudes*, n° 55, 2014, p. 37-41.

TARTAKOWSKY, Danielle, *Les premiers communistes français : formation des cadres et bolchevisation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980.

TREMPÉ, Rolande, « Sur le permanent dans le mouvement ouvrier français », *Le mouvement social*, n° 99, 1977, p. 35-46.